



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

télécommunications

Question écrite n° 14467

Texte de la question

Mme Marion Maréchal-Le Pen interroge M. le ministre du redressement productif sur les conséquences des difficultés de trésorerie du groupe Alcatel-Lucent. La presse rapporte qu'elles pourraient l'obliger à avoir recours à une ligne de crédit auprès de deux banques d'affaires, Goldman-Sachs et Crédit suisse, afin de pouvoir rembourser les échéances d'emprunts, pour un montant avancé de 1,6 milliard d'euros. Or un tel crédit serait gagé sur les brevets du groupe, qui pourraient ainsi, à terme, devenir la propriété de banques étrangères. La proximité de la banque d'affaires Goldman-Sachs avec la haute administration américaine pose en outre un problème d'ordre stratégique, s'agissant d'un groupe dont les activités sont en partie sensibles. Ce cas rappelle celui de la société Gemplus, devenue Gemalto, leader mondial de la carte à puce, lorsqu'elle était passé sous le contrôle d'un fonds d'investissement américain et sous la présidence d'un proche de la CIA. Outre les 1 350 suppressions d'emplois en France annoncés par la direction d'Alcatel-Lucent, le passage des brevets du groupe sous pavillon américain marquerait encore un peu plus la fin d'un ex-fleuron de l'industrie française, sept ans après une fusion qui s'est avérée un échec financier, industriel et humain. Il est demandé quelles mesures le Gouvernement compte prendre pour éviter un tel scénario, et notamment quel rôle pourrait jouer le Fonds stratégique d'investissements.

Données clés

Auteur : [Mme Marion Maréchal-Le Pen](#)

Circonscription : Vaucluse (3^e circonscription) - Non inscrit

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 14467

Rubrique : Industrie

Ministère interrogé : Redressement productif

Ministère attributaire : Économie

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [25 décembre 2012](#), page 7698

Question retirée le : 20 juin 2017 (Fin de mandat)